



Comment défendre les Agricultures Familiales Projet Brésil

A. Contexte.

1. Un accès à l'eau limité.

Le projet se déroule dans la région du "Nordeste" brésilien (état de Paraíba), et plus précisément dans l'une des quatre zones géographiques de l'Etat appelée "agreste", regroupant 66 municipes. Il s'agit d'un plateau d'environ oscillant entre 300 et 900 m d'altitude, de 50 km de large, encadré entre les marécages de la côte et la zone semi-aride du "sertão" à l'ouest. Le climat, semi-aride, est surtout marqué par l'irrégularité des précipitations (en moyenne entre 500 et 800 mm par an), tant intra-annuelle qu'inter-annuelle. Or les populations locales dépendent principalement, pour leur approvisionnement en eau, des précipitations, du fait d'un réseau hydrique permanent très inégalement réparti sur le territoire. Dans les zones les moins favorisées, des camions citernes sillonnant la région vendent ainsi l'eau indispensable aux usages domestiques. Et dans les cas de sécheresses extrêmes, les populations, confrontées à une impossibilité de produire les fourrages nécessaires à leur bétail, se voient contraintes de décapitaliser leurs troupeaux et d'émigrer, au moins temporairement. Certes, des initiatives individuelles ont permis, avant que ne se mette en place le projet, la construction de petites infrastructures de stockage de l'eau de pluie. Le coût de ces ouvrages, même rudimentaires, en restreint l'accès aux familles les plus aisées, et limite donc fortement leur impact. Le problème majeur de **disponibilité en eau** identifié par le projet correspond donc essentiellement à un problème de **régularité de l'accès à l'eau** pour les populations locales.

Face à cette situation, la position officielle du gouvernement brésilien, à travers ses Ministères du Développement Social et de l'Environnement, est bien d'assurer la préservation de la ressource "eau" et son accès à toutes les franges de la population. Mais les réalisations concrètes vont souvent dans le sens inverse, comme en témoigne le projet de détournement du fleuve São Francisco, dans les états voisins de Bahía et Pernambuco, à destination de grands ouvrages d'irrigation qui ne bénéficieront en rien aux populations locales.

2. Agriculture familiale et grands propriétaires terriens.

Malgré une forte densité de population rurale (91,5 habitants au km²), la région de l' "agreste" présente un maillage lâche de petites exploitations familiales, du fait de la précarité des infrastructures routières et du transport, entrecoupé par de grands domaines agricoles. Ceux-ci sont par ailleurs les principaux bénéficiaires des aides publiques, dans le cadre d'une politique d'appui aux productions agro-industrielles d'exportation notamment. Aux petites surfaces intensément travaillées par des systèmes paysans de polyculture-élevage s'opposent donc, dans le paysage, de grands espaces de monoproduction particulièrement destructeurs de l'environnement. Selon la localisation de ces grands domaines dans l' "agreste" (et donc selon la pluviométrie du lieu), ils s'orientent soit vers l'élevage bovin extensif, en continuité avec la tradition héritée de la colonisation portugaise, soit vers certaines monocultures de rente. Avec une stratégie de "grignotage" progressif de l'espace, ils constituent souvent une menace pour la sécurité foncière des petits propriétaires paysans. Les ouvriers agricoles de ces grandes propriétés sont essentiellement des travailleurs sans terre louant leur force de travail pour tenter d'accéder progressivement à la possession d'un lopin de terre.

3. Les activités agricoles : un système de polyculture-élevage de subsistance.

Les agriculteurs de la région sont pour l'ensemble des métis (portugais, indiens et noirs), les premiers d'entre eux ayant pénétré dans l'intérieur des terres au temps de la colonisation portugaise. Ils ont aujourd'hui développé sur de petites structures, entre 1 et 10 hectares, un système de polyculture-élevage (avec un petit élevage caprin et bovin, une basse-cour, des cultures de maïs, fève et haricot) destiné à subvenir aux besoins alimentaires de la famille, et à fournir un surplus pouvant être vendu.

L'ONG brésilienne AS-PTA intervient, au Sud du pays, dans l'Etat du Paraná, en partenariat avec le CCFD-Terre Solidaire et un autre organisme travaillant sur l'agriculture familiale, l'Assesoar. Dans cette région où les précipitations sont abondantes, et où la population, issue de migrations européennes récentes (XIX^e et XX^e siècles), n'a pas eu à subir l'héritage des "fazendas", certaines familles arrivent à commercialiser la moitié de leur production. Cela qui leur permet de réaliser quelques investissements, souvent collectifs (machine à coudre, four à pain), et ainsi d'atteindre une qualité de vie bien supérieure à celle qu'ils pourraient espérer dans les bidonvilles. Mais les proportions sont bien moindres dans l' "agreste" de Paraíba.

Du fait de l'absence de moyens de transport, les agriculteurs sont contraints de passer par des intermédiaires pour écouler leurs surplus. Soumis à des **rapports de force inégaux**, ils se voient donc obligés de vendre leurs produits à des prix nettement inférieurs à ceux pratiqués sur les marchés. L'irrégularité de la production, due aux aléas climatiques, empêche de toute façon de fidéliser une clientèle en proposant des produits en quantités suffisantes tout au long de l'année.

B. Les acteurs impliqués dans le projet.

1. Les bénéficiaires du projet : des petits agriculteurs familiaux regroupés en syndicats.

Le projet lancé en 1996 s'adresse aux petits propriétaires de la région "agreste" de l'état de Paraíba, organisés en syndicats agricoles. Le "Pôle syndical de la Borborema", composé de 85 syndicats, s'étend sur quinze municipes de l'état de Paraíba, parmi lesquels trois (Solânea, Remígio et Lagoa Seca) sont directement concernés par le projet. L'avancée du projet a permis non seulement une diversification des activités et des composantes, mais également une extension de la zone bénéficiaire, à travers l'incorporation de plus en plus de municipes. Le succès des opérations menées dans la région permet de faire "tache d'huile" sur les municipes voisins, et ainsi d'incorporer petit à petit un nombre croissant de familles au sein de chaque municipe.

La composante de gestion des ressources hydriques du projet, grâce à la construction de près de 4.300 citernes, barrages et retenues souterraines, a ainsi bénéficié à autant de familles. La composante de production fourragère a encouragé la pratique de ces cultures chez une centaine de familles, en même temps que 700 familles bénéficiaient de la distribution de graines et plantes fourragères et que 600 étaient incorporées dans des campagnes de vaccination contre la fièvre aphteuse.

2. Le partenaire local du CCFD: l'ONG brésilienne AS-PTA Nordeste.

L'AS-PTA - **Assistance et services à des projets d'agriculture alternative** - est une ONG issue du Programme de Technologies Alternatives (PTA), qui recherche des alternatives technologiques adaptées à l'agriculture familiale. Ce dernier fut créé en 1983 par une importante ONG brésilienne, la FASE (*Federação de Órgãos para Assistência Social e Educacional*). Il a démarré par la création, dans différents Etats du Brésil, de réseaux d'échanges sur les technologies alternatives qui mettent en relation des organisations de producteurs, des techniciens et agronomes, des chercheurs, des ONG autour d'une petite équipe d'animation. Ces réseaux avaient comme fonction principale la sensibilisation et la formation à l'agriculture alternative et à l'agro-écologie, la récupération des savoirs traditionnels, l'échange et la circulation d'informations. Le PTA s'est ensuite restructuré pour devenir autonome et prendre la forme d'un réseau national d'ONG locales indépendantes, dont l'AS-PTA, constituée en ONG en 1989. Depuis 1996, elle est reconnue par le gouvernement fédéral comme institution d'utilité publique et à caractère philanthropique.

L'AS-PTA joue auprès des autres membres du PTA un rôle de prestataire de services et d'assistance technique et méthodologique, et s'emploie à créer les conditions de généralisation des expériences locales d'innovation. Elle s'est donnée pour mission principale le combat contre la faim et la pauvreté en zone rurale. Pour cela, elle met en œuvre des actions de développement durable visant la promotion de l'agriculture familiale à travers les pratiques de l'agro-écologie, en particulier dans le Nord Est et le Sud Est du pays. Elle propose ainsi une assistance technique aux petits agriculteurs, et met en place des expériences qui

restaurent et renforcent leur capacité économique, leur participation sociale et contribuent à améliorer leur qualité de vie. Concrètement, l'ONG participe à la réalisation d'infrastructures, crée des banques communautaires de semences, met en œuvre des techniques adaptées à la sécheresse et appuie la culture et la commercialisation de produits agro-écologiques.

Pour renforcer l'impact de ses actions, l'AS-PTA s'articule aux niveaux local, national et international avec d'autres structures impliquées dans des dynamiques complémentaires. La mise en œuvre des deux programmes de développement dans les Etats du Paraná et de Paraíba a été renforcée d'un côté par la participation aux "Journées du Paraná de l'Agro-écologie". De l'autre côté, les actions de l'ONG furent consolidées par sa relation avec l' "Articulation du Semi-Aride Brésilien" (ASA) et en particulier l'antenne Paraíba (ASA-PB). Par ailleurs, un partenariat s'est instauré avec la Banque du Nordeste pour la mise en place des fonds rotatifs de crédit, pendant que l'ONG participait à la création de l'association Eco-Borborema, impliquée dans la promotion et commercialisation de produits issus de l'agro-écologie.

Au niveau national, l'ONG, membre d'ABONG (plate-forme brésilienne d'ONG) est impliquée dans l' "Articulation Nationale de l'Agro-écologie" (ANA). Elle travaille avec celle-ci sur la diffusion de connaissances dans ce domaine, notamment grâce à un Centre d'Information riche en nombreux documents et publications, et la participation aux rencontres régionales et nationales d'agro-écologie. Le rapprochement récent avec le MST ("Mouvement des Sans Terre") et le MAB ("Mouvement des Affectés par les Barrages") confirme son rôle et sa participation dans les espaces publics de débat et de formulation de politiques pour l'agriculture familiale. L'AS-PTA est ainsi représentée au CONDRAF ("Conseil National pour le Développement Durable de l'Agriculture Familiale") et au "Conseil National des Partenaires Externes de l'EMBRAPA" ("Entreprise Brésilienne de Recherche Agricole").

Enfin, au niveau international, l'AS-PTA travaille depuis 1992 en partenariat avec le CCFD, d'abord dans le cadre d'un projet situé dans l'Etat de Ceará, et à partir de 1996 dans la zone de l' "agreste" de Paraíba ainsi que dans l'Etat de Pernambuco. L'ONG brésilienne entretient également des liens avec des centres de recherche en agronomie, dont le CIRAD ("Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement").

C. Défendre les agricultures familiales en levant des blocages techniques, économiques et politiques.

1. Gestion des ressources hydriques: lever le blocage technique de l'approvisionnement en eau.

Le problème de l'accès à l'eau constitue une première limite à la mise en place de conditions de vie dignes pour les agriculteurs de la région. L'irrégularité de la production entraîne en effet de la malnutrition, notamment chez les jeunes enfants, et handicape les possibilités de dégager un revenu monétaire de l'agriculture. C'est pour lever ce blocage que le projet mis en place par AS-PTA s'est dans un premier temps (à partir de 1993) consacré à la construction de citernes de stockage des

eaux de pluie. Ces ouvrages à usage familial, au nombre de 4.300 environ aujourd'hui, ont une capacité moyenne de 15.000 Litres et sont actionnées par des pompes manuelles facilitant le travail de remontée d'eau. D'autres infrastructures de captage et de stockage de l'eau furent également réalisées: barrages souterrains et réservoirs d'accès collectif, qui touchent au total environ 45 familles. Initialement construits avec les fonds du projet (le CCFD, partenaire financier, apportant une contribution variant entre 25.000 et 35.000 euros par an), ces ouvrages sont maintenant en partie financés par un fonds rotatif de crédit qui s'est petit à petit constitué. Si le projet ne permet pas encore de toucher l'ensemble des habitants ruraux de chaque municiple visé, il espère agir selon le phénomène de la "tache d'huile", en contribuant de proche en proche à l'amélioration des conditions de vie. La première phase du projet insiste sur l'usage domestique de l'eau, et vise ainsi à garantir un accès permanent à une eau potable de bonne qualité et gratuite. On estime donc que les agriculteurs bénéficiaires du projet, devenus indépendants des camions citerne qui les approvisionnaient auparavant en une eau de qualité souvent douteuse, économisent dorénavant environ 547.000 R\$ par an (soit 22.800 euros), soit approximativement 133 R\$ (55 euros) par famille et par an en moyenne. A titre de comparaison, le salaire minimum brésilien correspond approximativement à l'équivalent de 80 euros par mois.

Une fois sécurisé l'approvisionnement en eau potable des familles, l'eau excédentaire, ainsi que celle récupérée des usages domestiques, peut être utilisée à des fins agricoles. L'AS-PTA encourage l'intensification et la diversification de la production sur les petites surfaces attenantes aux maisons qui peuvent ainsi bénéficier d'apports en eau réguliers. Le développement d'un petit élevage (essentiellement basse-cour), d'un petit maraîchage qui est presque du jardinage (incluant la culture de plantes médicinales), et même de la pisciculture dans les réservoirs d'eau, le tout basé sur les principes de l'agro-écologie, permettent de consolider la sécurité alimentaire des familles de la région.

En invitant les agriculteurs à adopter les pratiques agro-écologiques, le projet cherche à donner (ou redonner) cohérence et autonomie aux fermes. Cette intensification de l'espace cultivé permet en effet de recréer de la biodiversité et même de la fertilité. L'arborisation des abords des maisons et la réintroduction d'espèces cultivées (fourrages, engrais vert, mais aussi cultures commerciales comme le coton ou les plantes médicinales) participe de cette dynamique. Le développement des cultures fourragères est ainsi encouragé, sur la base de distribution de semences et plants aux familles, mais surtout de la création d'un réseau de 82 banques de semences communautaire, à laquelle sont déjà liées plus de 3.000 familles. En effet, celle-ci permet non seulement d'assurer la pérennité de l'approvisionnement en matériel reproductif, mais également d'étendre à une aire géographique plus vaste cette nouvelle cohérence du système de production. Les variétés fourragères choisies pour intégrer cette banque de semences sont essentiellement des variétés locales, particulièrement adaptées aux conditions difficiles du "Nordeste" brésilien. Cette activité, initiée tardivement, depuis 2005, a néanmoins déjà permis de consolider la pratique de stockage de fourrage chez plus de 120 familles (stockant chacune en moyenne sept tonnes, selon différents procédés de

conservation, mais essentiellement l'ensilage). La difficulté qui se présente maintenant concerne le manque d'infrastructures de stockage, ainsi qu'un besoin de matériel pour transformer les fourrages. Le projet fonctionne jusqu'à présent avec trois ensileuses appartenant à l'ONG AS-PTA, mais est en attente depuis 2005 d'une possibilité d'acquérir onze ensileuses grâce à un programme du Ministère du Développement Agricole.

La sécheresse survenue en 2006 a permis de constater la meilleure résistance des fermes engagées dans un processus de transition agro-écologique, qui se trouvèrent non seulement moins affectées par la diminution de la production, mais qui de plus firent preuve d'une capacité de réaction plus rapide. Et les pluies relativement abondantes de 2007 ont à leur tour confirmé les meilleures capacités de relance des systèmes de production agro-écologiques. Le gouvernement fédéral, encouragé par les retombées positives de ce travail, a repris à son compte le principe de la construction de citernes familiales dans le cadre de son grand programme "Faim Zéro". En deux ans, le programme "Un million de citernes" a déjà débouché sur la construction de 165.000 citernes destinées aux petits agriculteurs des zones marginalisées. Cette implication de l'Etat fédéral dans la résolution du problème technique de l'accès à l'eau permet de répondre en partie à la question de la prise en charge autonome des agriculteurs dans la construction de citernes et autres réservoirs, pour le moment inenvisageable.

2. Consolidation de revenus dignes pour les agriculteurs et approvisionnement des marchés locaux en produits de qualité.

La deuxième composante du projet, qui s'attaque plutôt aux blocages économiques de la petite agriculture familiale, cherche à répondre à trois objectifs. Il s'agit d'une part d'assurer la pérennité de l'activité agricole; d'autre part de consolider le revenu des agriculteurs. Enfin, il s'agit de conforter l'agriculture familiale dans son rôle de fournisseur d'aliments de qualité pour la population locale, à des prix abordables pour les couches populaires.

L'agro-écologie, par l'adoption de nouvelles pratiques plus respectueuses de l'environnement, et permettant de valoriser au mieux les ressources locales, s'inscrit dans une stratégie de cohabitation avec la sécheresse et de lutte contre la paupérisation liée aux petites surfaces (minifundiste). Les réponses apportées pour la consolidation de cet objectif ont été plus précisément évoquées dans le paragraphe précédent. L'objectif d'amélioration du revenu des agriculteurs est directement lié au premier, les dynamiques amorcées dans la région ne pouvant être consolidées que si les agriculteurs disposent aussi de moyens économiques (le revenu) leur permettant de rester sur place. Une difficulté importante à laquelle se heurtent les agriculteurs est celle de la commercialisation de leurs produits. En effet, la précarité des infrastructures de transport et de communication fut mise à profit par des intermédiaires pour dominer tous les circuits de commercialisation. La création de foires biologiques locales, en mettant directement en relation producteurs et consommateurs, permet une plus grande transparence quant aux prix, et dans les relations avec les clients. Cette initiative, initiée en 2003 avec la foire du municpe de Campina Grande, a permis

aujourd'hui la consolidation de neuf foires, auxquelles participent, directement ou indirectement, 210 agriculteurs, dont une proportion non négligeable de femmes. Les premiers bénéfices dégagés ont souvent été réinvestis dans l'achat d'un camion (achat communautaire), afin de s'affranchir d'une dépendance par rapport au transport, jusque là assuré par les rares personnes disposant d'une camionnette dans les villages.

Ces marchés, d'une périodicité généralement hebdomadaire, permettent de dégager entre 30 et 60 \$R (12,5 et 25 euros) selon les produits vendus. Pour les petits agriculteurs de la région, cela équivaut à la fin du mois à l'équivalent d'un salaire minimum local, et constitue donc une garantie non négligeable de revenus monétaires, d'autant que les investissements en argent sur les exploitations sont assez faibles. Les produits commercialisés sur ces foires (légumes issus de la production maraîchère, miel, plantes médicinales, produits de l'élevage) répondent à une réelle attente des consommateurs urbains, petit à petit sensibilisés à la question de la qualité de l'alimentation.

La transformation de certains produits agricoles (compotes et confitures) permet non seulement de créer de la valeur ajoutée mais aussi, comme dans le cas du miel ou des plantes médicinales séchées, de disposer tout au long de l'année de produits à offrir sur les marchés. Ce qui contribue à lever un des blocages évoqué en introduction, celui de l'irrégularité de la production. Afin de consolider l'insertion commerciale, le projet invite à explorer les circuits déjà institutionnalisés. C'est ainsi que certains agriculteurs fournissent les établissements scolaires pour l'élaboration des repas des écoliers.

Ce travail sur la commercialisation s'accompagne d'une réflexion sur la relation producteur-client. Soulignons tout d'abord que les productions développées dans le cadre du projet visent les marchés locaux, et une clientèle populaire. Il ne s'agit pas de créer des marchés de niches réservées aux élites ou à l'exportation, mais de s'inscrire dans une démarche de sécurité alimentaire à l'échelle régionale, visant à la fois les agriculteurs et les populations urbaines. D'où la décision de pratiquer les mêmes prix que pour des produits non biologiques, afin de ne pas pénaliser les acheteurs disposant de revenus modestes. La valorisation économique d'un produit du fait d'un mode de production agro-écologique n'a été retenue que pour le coton Bio, dont la culture fut relancée dans trois municipes de la région. Les deux entreprises nationales qui achètent le coton, en assumant pour l'instant le coût de la certification Bio, permettent aux agriculteurs d'augmenter de 73% la valeur ajoutée de leur produit. Par ailleurs, face à l'invasion de coton OGM dans la région, la relance de cette production renforce l'articulation des paysans avec des réseaux, associatifs ou autres, impliqués dans la défense du coton Biologique.

3. Incidence sur les politiques publiques: relations avec les gouvernements locaux et les représentations de l'Etat.

Le projet de l'AS-PTA est ancré dans le local: relations directes avec les familles bénéficiaires, avec les syndicats agricoles. L'échelle de travail adoptée est celle du municipe rural. Au Brésil, il s'agit de la plus petite division politico-administrative, en dessous de l'échelon des états ("Unidades Federativas" ou UF). Les municipes, composés d'une ville et de

ses dépendances rurales, dispose des pouvoirs exécutif et législatif, et est chargé de gérer les aspects pratiques de la vie de la population (urbanisme, transports publics, école primaire et assainissement). Dans l' "agreste" de Paraíba, la part de la population rurale des différents municipes touchés par le projet est variable. Ainsi, sur les 14.900 habitants du municipe de Remígio, 4.700 sont des ruraux; sur les 24.200 habitants de Lagoa Seca, 16.000 sont des ruraux; et sur les 30.700 habitants de Solânea, 12.800 sont des ruraux. Si le projet s'est heurté à la résistance des pouvoirs locaux, il a tout de même réussi à impliquer les municipes dans la mise en place des foires agro-écologiques, dont les effets dynamisant du tissu local sont palpables. La relation directe avec les municipes, qui s'est parfois accompagnée d'appuis économiques, semble d'ailleurs avoir été fondamentale pour la réussite de ce volet.

Au-delà des avancées locales, en termes d'amélioration des conditions de vie et des revenus des habitants de la région, le projet a su opérer un changement d'échelle, et induire des changements dans les orientations des politiques publiques. Ainsi, une convention lie le projet à l'Etat de Paraíba, pour la mise en œuvre d'un programme de récupération et multiplication de variétés locales de semences. Ce programme s'appuie sur le travail déployé autour de la création des banques de semences communautaires mentionné précédemment.

Par ailleurs, le système de fonds rotatifs de crédit, mis en place par AS-PTA pour la construction des citernes et le financement d'autres activités au sein du projet, a servi de précédent pour une implication de la Banque du Nordeste. S'est impliquée dans le fonctionnement du système des fonds de crédit rotatifs. Prenant appui sur l'expérience menée avec les communautés du Pôle Syndical, cette banque publique décentralisée gère maintenant un fond rotatif de crédit destiné à financer des actions similaires dans la région.

Un accord de partenariat a également été passé avec l'institut de recherche EMBRAPA (plus précisément avec la branche travaillant sur les zones semi-arides), pour la mise en œuvre dans la région du projet d'un programme de recherche participative destiné à évaluer l'impact des barrages souterrains sur les exploitations familiales. Cette recherche, qui implique notamment les agriculteurs, devrait permettre de soutenir l'expansion de cette technique, en soulignant les gains de productivité obtenus grâce à elle. Enfin, une convention signée avec la CONAB ("Compagnie Nationale d'Approvisionnement") garantit aux agriculteurs un prix d'achat minimum, dans le cadre d'un programme visant à constituer des stocks de semences et de grains pour l'alimentation. Au niveau fédéral, nous avons déjà mentionné le programme "Faim Zéro", au sein duquel le projet mené par l'AS-PTA avait fortement influencé le programme de construction de citernes.

Forts de relations établies avec les pouvoirs publics, les paysans de l' "agreste" se sentent maintenant en mesure de prendre position et de faire de réelles propositions politiques, principalement en matière de gestion des ressources hydriques. Le projet de déviation du cours du fleuve São Francisco, dans les Etats de Bahia et Pernambuco, a soulevé une forte opposition des populations affectées par les ouvrages projetés. Les agriculteurs de l' "agreste" se sont impliqués dans les débats pour, grâce à leur expérience, amener la réflexion sur une gestion plus locale et plus efficace des ressources hydriques. De la même manière, à travers le

MAB (“Mouvement des Affectés par les Barrages”), ils ont aussi pris position face à d’autres projets de construction de grands barrages.